



Independent observer
of the Global Fund

Face à la réduction des allocations du Fonds mondial, les gouvernements africains doivent accroître le financement national dédié au paludisme

Des progrès significatifs ont été réalisés en vue de l'élimination du paludisme en Afrique subsaharienne. Cependant, compte tenu [des allocations pays du Fonds mondial pour la période 2017/2019](#) récemment publiées – où l'on observe des baisses notables de financement de la lutte contre le paludisme – les fonctionnaires impliqués dans la planification, la stratégie et les décideurs au niveau national devraient discuter de façon proactive de la manière de soutenir les succès qui ont été réalisés jusque là.

Selon le [Rapport mondial 2016 sur le paludisme](#) (en anglais) de l'Organisation mondiale de la santé, le financement du paludisme a augmenté chaque année de 2005 à 2010, mais il a ensuite fluctué, avec des montants globaux en 2014 et 2015 inférieurs à ceux de 2013 (Voir le diagramme ci-dessous). En Afrique, seulement 25% du financement relatif au paludisme vient des gouvernements nationaux, contre 33% du Fonds mondial et 29% de l'Agence américaine pour le développement international.

Diagramme: Investissements dans les activités de lutte antipaludique par source de financement, 2005-2015 (Organisation mondiale de la Santé, 2016)

Source: OMS, 2016

Le cycle de financement pour la période 2017/2019 du Fonds mondial semble avoir le rythme approprié pour les circonscriptions africaines, à commencer par l'acceptation des recommandations adressées à la réunion du Conseil d'administration du Fonds mondial en novembre 2016. L'approbation de 800 millions de dollars pour des investissements à effet catalyseur, dont la majeure partie (202 millions de dollars) est destinée aux programmes nationaux, régionaux et autres programmes stratégiques de lutte contre le

paludisme, est également une bonne nouvelle. Vingt millions de dollars sont destinés spécifiquement aux programmes régionaux d'élimination du paludisme en Afrique australe. Néanmoins, les allocations pays du Fonds mondial pour la période 2017/2019 pourraient aussi avoir pour effet d'élargir l'écart de financement relatif au paludisme dans certains pays. La méthodologie de financement du Fonds mondial fait l'objet de nombreuses critiques, notamment elle est parfois jugée trop dépendante du niveau de revenu d'un pays, sans tenir compte de facteurs importants tels que l'inégalité et la volonté du gouvernement (autre que la capacité) de payer. Les bénéficiaires des subventions du Fonds mondial sont de plus en plus préoccupés par le fait que les nouvelles allocations pourraient nuire au maintien des étapes clés de la lutte contre le paludisme.

L'expérience a montré que, malgré l'augmentation de la croissance économique et l'augmentation de leur financement national, il reste nécessaire de dépasser les apports nationaux. De nombreux pays africains ne parviennent pas toujours à respecter leur engagement d'Abuja de consacrer 15% de leurs budgets annuels à la santé. Cette tendance doit changer pour les pays africains afin de maintenir l'élan actuel dans la lutte contre le paludisme.

Pour éliminer le paludisme pour de bon, il faudra consacrer un financement accru qui doit de plus en plus provenir des pays affectés par la maladie. Cela devrait s'accompagner de l'élaboration de stratégies saines et de recherche de solutions pour stopper les décès liés au paludisme et trouver de nouvelles approches pour prévenir le paludisme, comme la réalisation de campagnes intégrées de sensibilisation ainsi que le renforcement des systèmes de santé. Un impact plus important peut être obtenu lorsque les ressources sont mises en commun, la mise en commun des ressources et l'intégration des activités reste le test ultime pour les pays africains à un moment où le financement du paludisme diminue.

L'atteinte de la phase de pré-élimination dans la lutte contre le paludisme semble être à la portée de nombreux pays, mais un financement soutenu et suffisant pour lutter contre le paludisme constitue un sérieux défi. En 2015, le financement du paludisme a totalisé 2,9 milliards de dollars, ce qui représente seulement 46% de la marge de financement pour 2020 (6,4 milliards de dollars). Si les gouvernements et les partenaires financiers ne s'engagent pas à combler ce déficit de financement, l'objectif de développement durable (ODD) visant à éliminer le paludisme comme menace pour la santé publique d'ici 2030 ne sera pas atteint. Face à ce déficit de financement et compte tenu de la réduction des allocations pays du Fonds mondial pour le paludisme, les pays africains doivent consacrer une plus grande partie de leurs budgets nationaux du secteur de la santé à la lutte contre le paludisme. Le financement national devrait être accru en faveur du traitement et de l'acquisition des MII. En Ouganda par exemple, [un seul épisode de paludisme](#) (en anglais) coûte à une famille en moyenne 9 dollars US, soit 3% de son revenu annuel. Les travailleurs souffrant de paludisme peuvent être en incapacité de travailler pendant environ 5 à 20 jours par épisode. Étant donné que de nombreuses personnes sont infectées plusieurs fois par an, cela a des conséquences financières considérables pour les familles. Une famille pauvre dans une zone endémique de paludisme peut consacrer jusqu'à 25% du revenu du ménage à la prévention et au traitement de cette maladie.

Malgré les défis financiers, les principaux jalons dans la lutte contre le paludisme ont été atteints. Par exemple, les décès liés au paludisme chez les enfants de moins de cinq ans ont diminué de 69%, passant, entre 2000 et 2015, à 303 000. Globalement, le nombre de nouveaux cas a diminué de 21% entre 2010 et 2015, les taux de mortalité ont baissé de 29% , et de 31% dans la région africaine. Cette diminution importante est principalement attribuable à la distribution de près de 500 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide au cours des trois dernières années, conjuguées à une expansion significative du diagnostic et du traitement.

Gagner la lutte contre le paludisme exigera la mobilisation de ressources supplémentaires. Afin que les objectifs mondiaux soient atteints et que le Fonds mondial atteigne ses objectifs dans sa [Stratégie 2017/2022](#)

, le Fonds doit jouer un rôle de premier plan dans la mobilisation de ressources accrues en faveur de la lutte contre paludisme, tant au niveau national qu'international.

[Read More](#)
